

**CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE
DU TRESOR PUBLIC**

ANNEE 1997

EPREUVE N° 3 A OPTION

Durée : 3 heures - Coefficient : 5

**Composition sur un ou plusieurs sujets donnés et/ou un cas pratique
d'ECONOMIE (page 2)**

OU

de DROIT PRIVE (page 4)

OU

de DROIT PUBLIC (page 5)

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ETRE MODIFIE.

TRES IMPORTANT : Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

Tournez la page S.V.P.

ECONOMIE

Les candidats sont autorisés à utiliser des calculettes électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.

L'utilisation de tout document est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

Les conditions d'une croissance élevée en France.

2ème SUJET

Une pompe à essence approvisionne deux sortes d'automobilistes, des possesseurs de voitures de marque française (F) et des possesseurs de voiture de marque étrangère (E). Chaque possesseur de voiture de marque française possède une fonction de demande d'essence de la forme :

$$DF(p) = 20 - 5p \quad \text{pour } p \leq 4$$

$$DF(p) = 0 \quad \text{pour } p > 4$$

De même, chaque possesseur de voiture étrangère possède une fonction de demande d'essence de la forme :

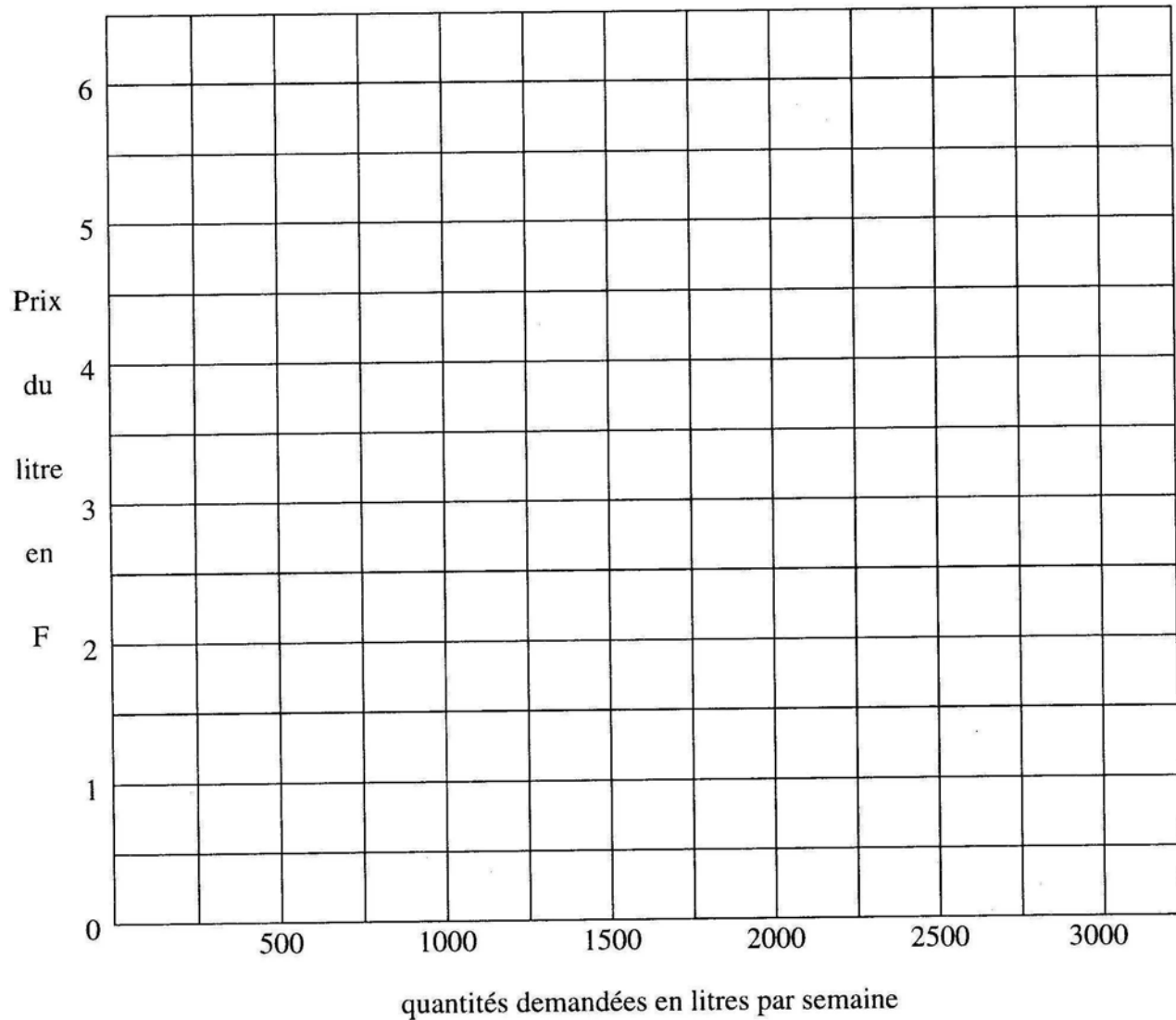
$$DE(p) = 15 - 3p \quad \text{pour } p \leq 5$$

$$DE(p) = 0 \quad \text{pour } p > 5$$

sachant que p représente le prix du litre de carburant en francs et que les quantités sont mesurées en litre par semaine. On suppose que 150 clients se servent à la pompe, 100 possesseurs de voitures françaises et 50 de voitures étrangères.

1) - Si le prix du carburant était de 3 F. le litre, quelle serait la quantité totale demandée par chaque automobiliste pour chacune des deux catégories ? Quelle serait la quantité demandée par tous les automobilistes pour chacune des deux catégories ? Quelle serait finalement la quantité totale demandée à la pompe ?

2) - En reproduisant sur votre copie le diagramme ci-dessous, tracez les courbes de demande représentant la demande totale des possesseurs de voitures françaises, la demande totale des possesseurs de voitures étrangères et la demande totale à la pompe (utiliser des tracés différents pour chacune des courbes).



Pour quel niveau du prix, la courbe de demande totale à la pompe présente-t-elle un aspect coudé ?

- 3) - Si le prix du litre était de 1 F, quand le prix s'élève de 10 % de combien baisserait la demande ?
Commentez ce résultat.
Même question si le prix était de 4,5 F et de 10 F.
- 4) - Définir le concept d'élasticité de la demande par rapport au prix.
Quels sont les déterminants de cette élasticité et comment la mesure-t-on ?

DROIT PRIVE

L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

La Communauté légale.

2ème SUJET

Dans un village, monsieur Jean, depuis des années, détient les clés de la maison de son voisin. Ce dernier, un ancien officier de marine, vit en région parisienne avec ses enfants et ceux-ci viennent épisodiquement effectuer des séjours dans la demeure. Le reste du temps, monsieur Jean veille sur celle-ci, l'aère, entretient le jardin.

L'hiver dernier, une forte tempête a entraîné la chute d'une cheminée et endommagé le toit d'ardoise. Monsieur Jean a immédiatement prévenu le propriétaire par lettre, et fait procéder aux travaux de remise en état de la cheminée et du toit avant que les pluies n'abîment l'intérieur.

Après avoir effectué les travaux, l'entrepreneur local établit une facture au nom du propriétaire et monsieur Jean la fait suivre à ce dernier. Trois mois plus tard, il reçoit une lettre du fils aîné de son voisin qui lui apprend que son père est dans un établissement hospitalier et que c'est lui qui a été désigné comme tuteur légal par décision judiciaire. En foi de quoi le fils dit qu'il a été mis devant le fait accompli pour la réparation du toit et qu'il n'est pas d'accord pour payer des travaux pour lesquels il n'a pas été consulté.

Fort ennuyé, monsieur Jean vient vous consulter sur la conduite à tenir dans cette affaire.

DROIT PUBLIC

L'utilisation de tout document (Code, recueil de jurisprudence, etc.) est interdite.

Les deux sujets doivent être traités.

1er SUJET

La responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sous la Vème république en France.

2ème SUJET

Commenter la décision suivante du Tribunal des conflits :

Tribunal des conflits - 25 mars 1996

MM. Waquet, rapp. ; Martin, c. du g.

**Aff. : Préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône et autres c/
Conseil de prud'hommes de Lyon - Jugement n° 3000**

■ Vu, enregistré à son secrétariat le 6 novembre 1995, la lettre par laquelle le garde des Sceaux, ministre de la Justice, transmet au tribunal le dossier de la procédure opposant M. Berkani au Centre régional des oeuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Lyon-Saint-Etienne ;

Vu le déclinatoire de compétence présenté le 14 mars 1994 par le préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône et tendant à ce que le conseil de prud'hommes de Lyon se déclare incompétent et renvoie devant la juridiction administrative la demande par laquelle M. Berkani réclame la condamnation du CROUS de Lyon-Saint-Etienne à lui payer des indemnités de préavis, de licenciement, de congés et des dommages-intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse ;

Vu le jugement, en date du 3 juillet 1995, par lequel le conseil de prud'hommes de Lyon a condamné le CROUS de Lyon-Saint-Etienne à payer à M. Berkani 25 849,78 francs au titre de l'indemnité de licenciement, 1 632,60 francs au titre des congés payés et 146 935,80 francs à titre de dommages-intérêts pour licenciement abusif ;

Tournez la page S.V.P.

Vu l'arrêté du 3 août 1995 par lequel le préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, a élevé le conflit ;

Vu, enregistrées comme ci-dessus les observations présentées au nom de M. Berkani et tendant d'une part à ce que l'arrêté de conflit soit déclaré nul tant en raison de sa tardiveté que de l'appel interjeté par le CROUS de Lyon-Saint-Etienne devant la cour d'appel de Lyon et d'autre part à ce que la compétence du conseil de prud'hommes soit confirmée ;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 15 décembre 1995, les observations du ministre du Travail et des Affaires sociales et tendant à ce que soit déclaré nul le jugement du 3 juillet 1995 du conseil de prud'hommes de Lyon et à ce que l'arrêté de conflit soit confirmé, par les motifs que l'article 21 du décret du 5 mars 1987 dispose que les personnels ouvriers sont des agents contractuels de droit public ;

Sur la régularité de la procédure de conflit ;

Considérant que l'arrêté de conflit a été reçu par le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lyon dans le délai de quinze jours suivant la réception par le préfet de la copie du jugement du 3 juillet 1995 ; qu'ainsi l'arrêté de conflit n'est pas tardif ;

Considérant, par contre, qu'en statuant à la fois sur la compétence et sur le fond du litige le conseil de prud'hommes a méconnu les dispositions des articles 7 et 8 de l'ordonnance du 1er juin 1828 et que, dès lors, sa décision au fond, ainsi que la procédure subséquente doivent être tenues pour nulles et non avenues ;

Sur la compétence ;

Considérant que les personnels non statutaires travaillant pour le compte d'un service public à caractère administratif sont des agents contractuels de droit public quel que soit leur emploi ;

Considérant que M. Berkani a travaillé depuis 1971 en qualité d'aide de cuisine au service du CROUS de Lyon-Saint-Etienne ; qu'il s'ensuit que le litige l'opposant à cet organisme, qui gère un service public à caractère administratif, relève de la compétence de la juridiction administrative et que c'est à juste titre que le préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, a élevé le conflit ;

Décide :

Art. 1er : L'arrêté de conflit pris le 3 août 1995 par le préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, est confirmé.

Art. 2 : Sont déclarés nuls et non avenues la procédure engagée par M. Berkani devant le conseil de prud'hommes de Lyon, le jugement de cette juridiction du 3 juillet 1995 et la procédure subséquente.